Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des révolutions du XIXe siècle

38 | 2009

Savoirs occultés : du magnétisme à l'hypnose

Daniel MOULINET, *Laïcat catholique et société française. Les Comités catholiques, 1870-1905*

Histoire religieuse de la France, Paris, Le Cerf, 2008, 582 p. ISBN: 978-2-204-08459-8. 49 euros

Sylvain Milbach

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rh19/3895>

DOI : 10.4000/rh19.3895

ISSN : 1777-5329

Éditeur

La Société de 1848

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2009

Pagination : 154-156

ISSN : 1265-1354

Référence électronique

Sylvain Milbach, « Daniel MOULINET, *Laïcat catholique et société française. Les Comités catholiques, 1870-1905* », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 38 | 2009, mis en ligne le 05 juillet 2009, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rh19/3895> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rh19.3895>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

Tous droits réservés

Daniel MOULINET, *Laïcité catholique et société française. Les Comités catholiques, 1870-1905*

Histoire religieuse de la France, Paris, Le Cerf, 2008, 582 p. ISBN: 978-2-204-08459-8. 49 euros

Sylvain Milbach

- 1 L'ouvrage de Daniel Moulinet présente de manière complète l'activité des Comités catholiques qui se mettent en place dans le contexte fort troublé de 1870-1871 et qui s'inscrivent dans le paysage de la vie politique française jusqu'en 1905. Le Comité parisien est initialement fondé par le docteur Frédault, mais il est rapidement et durablement pris en main par Charles Chesnelong (qui en est le président de 1873 à 1892), épaulé par Émile Keller, tous les deux incarnant durant cette période la défense des intérêts religieux à la Chambre des députés. Précisément, comme le souligne l'auteur, le Comité catholique parisien a contribué à valider le «péril clérical» durant la Troisième République. Ce comité entraîne des fondations similaires en province, plus ou moins éphémères. Chaque année se tient une assemblée générale à Paris puis, après 1892, le comité du Nord (dans lequel le comte de Caulaincourt tient une place déterminante) prend de fait le relais devant les réticences du Comité parisien à épouser les orientations du ralliement impulsé par Léon XIII. Les comptes rendus de ces assemblées annuelles sont la principale source du travail.
- 2 Dans une courte partie introductive, l'auteur inscrit les comités dans une perspective généalogique (la référence récurrente et assez ambiguë à l'action de Montalembert dans les années 1840) et européenne (parenté avec des mouvements nationaux, ou à vocation plus internationale, de défense des intérêts catholiques qui existent ou voient le jour durant cette période en Belgique, en Allemagne, en Italie ou en Suisse). Finalement, aucun modèle ne s'importe intégralement, les comités traduisant certes un mouvement d'ampleur européenne, mais qui s'adapte aux situations nationales.
- 3 Si les comités se fixent pour objectif la défense des intérêts religieux, tout spécialement dans le domaine de l'enseignement, le congrès annuel offre d'abord une tribune aux

députés catholiques et constitue plus durablement un lieu de réflexion sur l'action religieuse dans la société contemporaine. Cette réflexion est indéniablement marquée du sceau du traditionalisme et de l'intransigeantisme parfaitement assumés: lutte contre la «société païenne», défense des principes du *Syllabus* et des prérogatives du pape désormais «prisonnier du Vatican». C'est donc sans surprise que les comités accompagnent la politique d'ordre moral, puis entrent en conflit avec les républicains après leur conquête effective du pouvoir et la mise en place de la politique de laïcisation. Les comités, avec leur vitrine annuelle que constitue l'assemblée générale, apparaissent comme un élément de contact entre différentes organisations catholiques, comme par exemple avec les cercles catholiques d'ouvriers d'Albert De Mun. D'abord invités à la modération ou à la prudence dans le domaine politique par Mgr Guibert, archevêque de Paris, qui est présent aux assemblées générales annuelles, les comités deviennent un nœud de la résistance à la République laïcisante. Ils animent, plus ou moins directement, un vaste réseau d'œuvres diverses qui est scrupuleusement décrit par le menu dans la quatrième partie de l'ouvrage.

- 4 Les comités ne sont pas exclusivement réservés aux intransigeants et aux légitimistes puisque des hommes comme Mgr d'Hulst ou l'abbé Lemire prennent la parole lors des congrès. Néanmoins, l'analyse de nature prosopographique de la troisième partie, s'attachant au personnel dirigeant et aux principaux intervenants lors des assemblées annuelles, ne fait que confirmer l'orientation politique déjà décrite. On soulignera le rôle de la société Saint-Vincent-de-Paul comme «propédeutique» à l'engagement dans les comités. L'analyse sociologique démontre que le clergé compte pour 27,5 pour cent des intervenants réguliers aux congrès annuels, ce qui nuance quelque peu la couleur laïque de l'organisation. Les assemblées annuelles se déroulent sous l'œil vigilant de l'archevêque de Paris ou de différents évêques dans le Nord, tandis qu'en province les comités sont parfois sous la direction effective des évêques.
- 5 Évidemment les comités échouent dans leur projet de réalisation d'une «société catholique», mais l'auteur conclut que leur activité, tout spécialement par le biais des œuvres mais aussi grâce à une prise de conscience de la nécessité d'une militance élargie, a constitué une étape dans le processus de «réintégration des catholiques engagés au sein de la nation française».
- 6 Il faut signaler l'ajout à l'ouvrage d'annexes considérables (426 pages), sous la forme d'un CD-ROM, qui présentent un grand intérêt, notamment par la présence de notices biographiques qui offrent un précieux répertoire de la droite catholique de la période.